

DETTE PUBLIQUE

QU'ES AQUÒ ?



La dette publique correspond aux emprunts publics contractés par l'État, la Sécurité sociale, les organismes divers d'administration centrale et les collectivités territoriales.

Le déficit public correspond à un solde annuel négatif du budget des administrations publiques.

Le déficit nourrit la dette car il oblige à de nouveaux emprunts ; on peut considérer le déficit comme un flux et la dette comme un stock.

La dette est également nourrie par des investissements qu'il est logique de financer par l'emprunt. Mais aussi par la « socialisation des pertes » du secteur privé. Ainsi, la crise de 2008, provoquée par une crise de la dette privée (de l'ordre de 4.000 milliards d'euros en France aujourd'hui soit 140% du PIB) s'est soldée par une forme de socialisation de la dette privée pour sauver le système bancaire.

Au-delà de l'origine de la dette, et donc de sa légitimité, nous devons poser la question des origines du déficit public. Ces dernières années, les gouvernements successifs ont décidé de baisses, d'exonérations, de suppressions d'impôts, de taxes et de cotisations sociales, ce qui cumulé représente plus de 200 milliard d'euros par an.

Ainsi, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi dont le coût annuel représentait 20 milliards d'euros a été transformé en baisse de cotisations sociales en 2019 malgré l'absence de résultat en terme d'emplois.

Ainsi, l'ISF supprimé en 2018 pour 4,5 milliards d'euros par an.

La même année, était créé le Prélèvement Forfaitaire Unique pour l'imposition des revenus du capital à prix d'ami (12,8%) plutôt qu'au barème progressif comme les revenus du travail.

Etc...etc...

En se privant de recettes, les gouvernements créent des déficits qui justifient ensuite les baisses de dépenses publiques. Cette année 2024, 10 milliards d'euros de crédit budgétaire ont déjà été supprimés dont 1,8 milliards touchant les administrations de Bercy

La dette publique est-elle soutenable ?

Calculer le ratio dette totale sur Produit intérieur brut annuel est une absurdité. Le taux d'endettement d'un ménage ayant un crédit logement et automobile calculé ainsi serait stratosphérique !

Il faut comparer le service de la dette (les intérêts) annuel avec le PIB.

De plus si on veut juger de la situation financière, il ne faut pas se focaliser uniquement sur l'endettement et les dépenses mais aussi sur le patrimoine public accumulé qui s'élevait à 3.700 milliards en 2018).

LE DÉFICIT ET LA DETTE PUBLIQUES SONT DES ARMES À PLUSIEURS TRANCHANTS :

Supprimer les impôts sur le patrimoine et les revenus du capital représente en soit un cadeau aux plus riches qui en détiennent l'immense majorité.

Ces suppressions créent des déficits qui obligent à emprunter pour les combler. A qui ? Aux détenteurs du patrimoine et du capital ; l'Etat devant emprunter sur les marchés financiers.

Ce qui pose deux problèmes :

>>> Le coût de rémunération des emprunteurs ; la charge de la dette s'est élevée à 55 milliards d'euros en 2023.

>>> La difficulté de mener une politique contraire aux intérêts des détenteurs du capital.

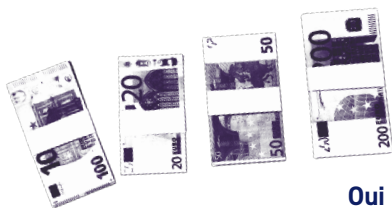
Le pouvoir de la Finance est matérialisé par 3 agences de notations américaines :

Ficht, Moody's, Standard and Poor's.

Entreprises privées cotées en bourse, elles sont liées au « monde de la finance » dont elles défendent les intérêts. Standard and Poor's possède le principal indice boursier des Etats-Unis, le S&P 500. Deux d'entre elles ont d'ailleurs été condamnées pour conflits d'intérêts.

Ces agences ne se contentent pas d'évaluer « comptablement » les capacités de remboursement mais notent la politique menée : réformes en cours ou à venir, grèves, manifestations.

Dans une note du printemps 2023, l'agence Ficht citait « les pressions sociales et politiques illustrées par les manifestations contre la réforme des retraites ». Il s'agit clairement d'un déni de démocratie.



Peut-on simplement les ignorer ?

Oui ; les marchés financiers étant irrationnels, une dégradation de note peut ne rien changer.



Et non, car « les prophéties concernant la soutenabilité de la dette [peuvent] être autoréalisatrices » (Christian Noyer ancien gouverneur de la Banque de France). De plus, les principaux fonds institutionnels (de pension ou souverains) ont des critères excluant de leur placement les « mauvais élèves ».



Enfin, les déficits structurels et l'endettement qui augmente vont justifier des coupes dans les services publics et les prestations sociales. Car en terme de sécurité sociale c'est la même chose : les exonérations de cotisations précèdent le déficit (le trou) qui justifie ensuite son démantèlement.

Se libérer du diktat de la Finance commence par :

>>> Retrouver le contrôle démocratique de la Banque centrale ; celle-ci doit pouvoir prêter directement aux collectivités publiques à des taux modérés. Un prêt est une création de monnaie qui ne doit pas être laissée entre les mains de la Finance.

>>> Constituer un pôle financier public sous réel contrôle social.

>>> Réduire les déficits par une réforme fiscale globale ainsi que la suppression des exonérations de cotisations. Baisser les dépenses comme le font nos ministres aura un effet récessif qui aggravera le poids de la dette sur l'économie obligeant à de nouvelles coupes budgétaires comme la Commission européenne l'a souligné le 15 mai.